

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 5 juin 2014

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**80 2013.1560 Motion 325-2013 Wenger (Spiez, PEV)
Versement direct des allocations pour enfants - moins de bureaucratie**

N° de l'intervention: 325-2013
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 26.11.2013
Déposée par: Wenger (Spiez, PEV) (porte-parole)
Gsteiger (Eschert, PEV)
Muntwyler (Berne, Les Verts)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 603/2014 du 7 mai 2014
Direction: Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

Versement direct des allocations pour enfants - moins de bureaucratie

Le Conseil-exécutif est chargé d'engager une démarche au niveau fédéral pour que les allocations pour enfants soient versées sous forme de paiements directs ou facturées sur la base des données du Contrôle de l'habitant.

Développement

Aujourd'hui, les allocations pour enfants sont versées par l'employeur. Quand les parents ne sont pas mariés, le fait de devoir réunir tous les documents nécessaires demande plus de travail. En cas de divorce, l'employé ou l'employée doit remettre à l'employeur le jugement de divorce. La caisse de compensation mène de son côté exactement les mêmes opérations de contrôle.

Quand le revenu le plus important est celui de la femme, elle touche l'allocation. Si elle réduit son taux d'occupation, l'homme est favorisé et il doit annoncer l'enfant. Pour l'employeur, il en résulte un travail considérable.

Les données du Contrôle de l'habitant ou du registre des allocations familiales permettraient d'assurer le contrôle des allocations pour enfants au prix d'un travail limité. L'employeur se trouverait ainsi soulagé et l'employé ou l'employée ne devrait plus communiquer à l'entreprise des données privées.

Réponse du Conseil-exécutif

La loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam) fixe les conditions générales valables pour tous les cantons en matière d'allocations familiales. Dans ce cadre-là, les cantons peuvent quant à eux définir le régime applicable en la matière. S'agissant du versement des allocations familiales, l'article 15, alinéa 2 LAFam prévoit que celles-ci sont en règle générale versées par l'employeur aux salariés ayants droit. Le but visé est celui d'une simplification administrative. L'idée est en effet que les caisses de compensation ne doivent pas verser les allocations individuellement à chaque salarié, mais puissent se limiter à compenser le montant des allocations avec les cotisations dues par l'employeur. Un versement des allocations familiales par le Contrôle des habitants entraînerait un nouveau flux financier en direction de chaque bénéficiaire (exclusivement pour les allocations familiales) et, partant, un travail administratif très important pour ce service. Actuellement, l'employeur joue le rôle d'une sorte d'agence de paiement de la caisse de compensation pour allocations familiales. Ces allocations sont versées en même temps que le salaire et n'impliquent par conséquent qu'un travail minimal pour l'employeur.

Le droit fédéral et le droit cantonal se fondent sur le rôle central accordé aux employeurs, pour qui le versement des allocations ne représente qu'une petite partie de l'ensemble du système réglementaire. La réglementation légale part par exemple du principe que l'assujettissement des

salariés, le régime d'allocations familiales applicable ainsi que la perception des cotisations se rattachent tous à l'employeur. Dès lors, un déplacement du flux de paiements vers le Contrôle des habitants ne soulagerait l'employeur que de manière marginale.

D'un point de vue pratique, il convient également de relever que les caisses de compensation pour allocations familiales et les employeurs se partagent les tâches à effectuer. Il n'est donc pas vrai que les caisses de compensation se chargent une deuxième fois d'exactly les mêmes tâches de contrôle, comme le fait valoir la motion. A cela s'ajoute le fait que les données du Contrôle des habitants évoquées dans la motion et le registre des allocations familiales ne remplacent en aucune façon la fonction de l'employeur. En effet, ce dernier, sur de nombreux points, est beaucoup plus proche des sources d'information pertinentes puisqu'il connaît, par exemple, la date de la fin d'un rapport de travail, est informé de la date d'une séparation et du divorce qui s'ensuit ou a connaissance de l'interruption de la formation de l'enfant d'un employé. Etant donné que l'employeur est par conséquent associé d'une manière ou d'une autre au régime des allocations familiales pour ses salariés, le temps investi pour le versement des allocations est généralement modeste. Par ailleurs, l'expérience a montré que dans les cas difficiles, qui entraînent un surcroît de travail, les caisses de compensation pour allocations familiales ont tout particulièrement besoin du concours des employeurs. La proximité entre employés et employeurs constitue donc une force du système actuel des allocations familiales, puisqu'elle permet, moyennant un travail minimum et des obstacles administratifs limités, de faire bénéficier les salariés du régime d'allocations familiales approprié à leur cas.

Par conséquent, pour les motifs exposés ci-dessus, le Conseil-exécutif rejette la demande des motionnaires.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Je vous prie de prendre place. *(La présidente agite sa cloche et demande aux membres du Grand Conseil de se concentrer.)* Nous commençons avec la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Je salue son directeur. Affaire n° 80, motion de M. Wenger, «Versement direct des allocations pour enfants – moins de bureaucratie». Nous sommes dans un débat libre. M. Wenger, vous avez la parole.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Ich wandle meine Motion in ein Postulat. Im Vorfeld der Diskussion habe ich festgestellt, dass mein mittels Motion – oder jetzt mittels Postulat – eingebrachtes Anliegen nicht nur vom Regierungsrat, sondern auch von verschiedenen Kolleginnen und Kollegen nicht verstanden wird. Ich bitte Sie deshalb einen Moment um Ihre Aufmerksamkeit und um Verzögerung der Feststimmung. Für uns seitens der kleinen und mittleren Unternehmen sind genau solche Massnahmen elementar und wichtig. Den Steuerzahler bzw. den Kanton kosten sie nichts. Deshalb sollten wir unsere Wirtschaft genau in diesem Punkt stärken. Ich möchte das heutige Modell und die Funktionsweise der Abwicklung mit der Familienausgleichskasse allen erklären, die keine Angestellten beschäftigen oder nichts mit der Abwicklung der Kinderzulagen zu tun haben. Die Familienausgleichskasse war übrigens ursprünglich eine Ausgleichskasse der Arbeitgeber. Heute sind vier Parteien notwendig, um eine Zulage für ein Kind auszubezahlen. Zuerst muss seitens der Behörden ein Zeugnis ausgestellt und ein Eintrag ins Familienbüchlein vorgenommen oder je nach Nationalität muss etwas anderes gemacht werden. Als Zweites braucht es selbstverständlich die Eltern als Beansprucher der Kinderzulagen. Als Drittes braucht es die Ausgleichskasse, welche die Kinderzulagen ausbezahlt. Das vierte Element – und darum geht es – sind die Arbeitgeber, welche die Kinderzulagen von der Ausgleichskasse empfangen und an die Arbeitnehmer weiterleiten. Dieser Schritt ist unnötig. Mein Modell der Zukunft sieht vor, die Eltern und die Behörden, welche die Daten aufbereiten, sowie die Ausgleichskasse beizubehalten. Dies, ohne dass die Zahlungen über den Arbeitgeber laufen. Die Kinderzulagen sollen von der Ausgleichskasse direkt an die Eltern gelangen. Das heisst, dass mir die Eltern keine Dokumente mehr vorweisen müssen und der ganze administrative Aufwand entfällt. Die Ausgleichskasse hätte es so ebenfalls einfacher. Zudem könnte sie Geld einsparen. Sobald ein Arbeitnehmer bei mir weggeht, muss ich zuhause der Ausgleichskasse eine Abmeldung machen. Wenn der ehemalige Mitarbeiter eine neue Stelle antritt, muss der entsprechende neue Arbeitgeber eine Anmeldung machen – und dies für dasselbe Kind und den gleichen Anspruch. Das macht keinen Sinn. Dieser Ablauf hat sich im Verlauf der letzten zwanzig Jahre wegen der Vaterschaftsanerkennung bei unverheirateten Paaren und wegen

verschiedenster anderer Fälle stark verkompliziert. Auch für den Arbeitnehmer ist es nicht sehr attraktiv, beispielsweise dem Arbeitgeber seine Scheidungsurkunde vorzulegen, damit er die entsprechenden Bezahlungen auslösen kann. Es gibt sehr viele kleine administrative Aufwände, die insgesamt wesentlich sind. Dies ist zum Beispiel bei studierenden Kindern der Fall. Für diese muss ich jeweils bis am 20. August bzw. bis am 20. Januar den Coupon für das nächste Semester haben. Ohne diesen Coupon kann ich im August bzw. im Januar die Kinderzulagen nicht ausbezahlen, sodass ich im System eine Mutation vornehmen muss. Wenn ich den Coupon dann Anfang September erhalte, muss ich wieder eine Mutation vornehmen und zudem einen Nachtrag für die August-Kinderzulage machen. Das ist alles unnötig. Im Fall der Studierenden könnte die Ausgleichskasse die Auszahlungen in einem Stück für das ganze Semester veranlassen. Die Kontrolle selber ist nicht in Frage gestellt. Denn bereits heute weiss ich bei «meinen» rund neunzig Kindern, wann sie eine Lehre abbrechen. Aus diesem Grund müssen mir die Eltern den Lehrvertrag bringen, den ich kopiere und der Ausgleichskasse zustelle, damit diese den Eltern verfügen kann, dass sie Kinderzulagen erhalten. Zugleich erhalte ich eine Mitteilung, wonach ich die Kinderzulagen ausbezahlen und wieder abrechnen soll. Würde man diese Abläufe aufzeichnen, kämen einem die Tränen. Zurzeit arbeite ich mit meinem Betrieb an der Realisierung eines Lean-Projekts, für welches wir gleich zu Beginn alle Abläufe aufzuzeichnen versucht haben. Damit wollten wir genau solche Fälle wie das heutige Funktionieren der Kinderzulagen auszumerzen. Welches sind die Risiken und Nebenwirkungen dieses Vorstosses? Wenn Sie diese Vorlage überweisen, wird man vielleicht auf dem Weg bis hin zu einer Änderung auf nationaler Ebene klüger und findet einen besseren Weg als den von mir vorgeschlagenen. Damit ist nichts passiert. Dennoch hätten wir zugunsten der Arbeitnehmer und der KMU ein Signal gesandt hinsichtlich einer Verbesserung der Leerläufe. Wie die abschliessende Lösung aussieht, kann heute nicht gesagt werden. Denn eine solche liegt nicht in der Entscheidungsgewalt des Grossen Rats. Wie Sie sehen, haben Sie die Möglichkeit, eine Verbesserung ohne Risiken und Nebenwirkungen einzuleiten. Das ist toll, umso mehr als seitens des Kantons kein Geld dafür ausgegeben wird. Auf diese Verbesserung sind wir Gewerbetreibenden dringend angewiesen. Damit können wir unsere Effizienz weiter steigern, zumal der Druck aus dem Ausland sehr gross ist. Ich werde im Rahmen der Geschäfte der Finanzdirektion nochmals auf dieses Thema zurückkommen. Ja, liebe Grossrätinnen und Grossräte, ich zähle auf Ihre Hilfe und hoffe, dass Sie den grünen Knopf drücken.

La présidente. Je n'ai encore aucun porte-parole de groupe. Merci de vous annoncer. Pour le groupe UDC M. Jost a la parole.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Wir teilen die Einschätzung des Motionärs nicht, wonach das von ihm vorgeschlagene Vorgehen kostenneutral sein soll. Dass dem nicht so ist, geht insbesondere auch aus den Ausführungen des Regierungsrats hervor. Der Motionär verlangt in seiner Motion, die aus unserer Sicht unecht ist, weil es sich eigentlich um eine Richtlinienmotion handelt, nichts anderes als einen massiven Mehraufwand innerhalb der kantonalen Verwaltung. Wie ein derartiger Zusatzaufwand aufgefangen wird, ist bekannt: Es bedarf wieder mehr Stellen, und dadurch kommt es zu einem Ausbau des Beamtenapparats. Dies kann wohl kein echtes KMU-Anliegen sein. Ich habe mir die Mühe gemacht, nicht nur die Arbeitgeberverbände nach ihren Meinungen zu diesem Anliegen zu fragen, sondern habe mich auch bei einigen meiner KMU-Kollegen mit unterschiedlichen Angestelltenzahlen umgehört. Der Tenor ist unisono der gleiche: Der vom Motionär als erheblich empfundene Aufwand wird generell als nicht dermassen gravierend wahrgenommen. Es gäbe sicher viele Möglichkeiten zur administrativen Entlastung von KMU-Betrieben, allerdings ohne dabei den Staatsapparat aufzublähen. Bei solchen Lösungen sind wir seitens der SVP gerne mit dabei. Der vorliegende Vorstoss gehört sicher nicht dazu. Die SVP-Fraktion teilt die Meinung der Regierung in allen Punkten und lehnt die Motion ab. Die Umwandlung in ein Postulat macht den Vorstoss nicht sympathischer. Weil wir keinen Prüfungsaufwand auslösen möchten, lehnen wir auch das Postulat ab.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die Motionäre – oder nun die Postulanten – verlangen, dass der Regierungsrat beim Bund vorstellig wird, um das Geschäft betreffend die Kinderzulagen an die Hand zu nehmen und der Einwohnerkontrolle zuzuführen. Diese soll sowohl die Prüfung als auch die Auszahlungen vornehmen. Die Forderung wird damit begründet, dass bei nicht verheirateten Eltern oder bei einer Änderung des Zivilstands, beispielsweise bei Scheidungen, die Arbeitgeber einen grossen Aufwand durch die Beschaffung der Unterlagen und die entsprechenden Meldungen

zuhanden der Ausgleichskassen zu bewältigen hätten. Weiter wird festgehalten, dass die Ausgleichskassen dieselben Abklärungen nochmals vornähmen und dass alle Daten bei den Einwohnerkontrollen und in den Familienregistern bereits vorhanden seien. Deshalb könne die Auszahlung ohne grossen Aufwand erledigt werden. Daran zweifelt die BDP. In seiner Antwort legt der Regierungsrat dar, dass diese Forderung Bundesrecht betrifft, weshalb der Spielraum des Kantons Bern in dieser Sache klein ist. Hingegen würde, wie bereits vom Vorredner erwähnt, der Aufwand für die Einwohnerkontrollen grösser, wo auch Kosten entstehen würden. Das heutige System hat sich sehr gut bewährt; die Arbeitgeber stehen mit ihren Angestellten in Kontakt. Sie sind am Ball und wissen allenfalls über Änderungen des Zivilstandes oder über den Lehrabbruch eines Kindes Bescheid. Aus unserer Sicht laufen die Meldungen deshalb rascher, besser und sicherer nach dem bewährten System. Die BDP-Fraktion lehnt das Postulat und ohnehin auch die Motion ab.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich bin – wie der Postulant – auch ein «KMU-ler». Im Winter beschäftige ich rund 38 Angestellte, im Sommer 15, was bereits zu einigen Mutationen führt. Für derart dramatisch, wie von meinem Kollegen dargestellt, halte ich den Aufwand nicht. Es gibt schlimmere bürokratische Aufwände. Seitens der Vorredner haben wir bereits einiges gehört. Die vorliegende Idee ist ziemlich unausgereift. Hinzu kommt, dass wir uns definitiv auf der falschen Stufe befinden, um darüber zu diskutieren. Diese Diskussion müsste im Bundeshaus, also auf nationaler Ebene, stattfinden. Falls wir den Vorstoss nach seiner Umwandlung als Postulat überweisen, bedeutet dies, dass der Regierungsrat prüfen soll, ob er sich auf eidgenössischer Ebene einsetzen möchte. Das kann es wohl nicht sein. Solange die Kinderzulagen für die Arbeitnehmenden einer Bescheinigung seitens der Arbeitgebenden bedürfen, würden wir den administrativen Aufwand auch nicht mit Meldungen an die Einwohnerkontrolle vermeiden können. Als Arbeitgeber muss ich ohnehin etwas deklarieren, selbst wenn dies über die Einwohnerkontrolle laufen würde. Ich glaube auch nicht daran, dass die Einwohnerkontrollen – nach einem erforderlichen Neuaufbau des Apparats – kostengünstiger arbeiten könnten als unsere heutigen, auch privat organisierten Ausgleichskassen. Aus diesen Gründen lehnt die EDU-Fraktion das Postulat ebenfalls einstimmig ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich bin gerade stutzig geworden: Jakob Schwarz hat nämlich genau das gesagt, was ich auch sagen wollte. Ein Postulat mutet noch merkwürdiger an, hat die Motion doch eher auf eine Standesinitiative hingewiesen. Nun soll geprüft werden, ob man sich einsetzen soll. Dazu sage ich nichts mehr. Die glp-Fraktion lehnt sowohl die Motion als auch das Postulat ab.

Beat Giauque, Ittigen (PLR). Ich könnte mich eigentlich auch kurz fassen, habe aber trotzdem noch zwei, drei Worte zu sagen. Es wird verlangt, man solle sich dafür einsetzen, auf eidgenössischer Ebene etwas zu bewegen. Dafür gibt es noch andere Wege. Ich kann dem Motionär sicher darin recht geben, dass der Aufwand zum Teil sehr gross ist. Dies kann ich auch aus meiner Sicht als Gemeindepräsident bestätigen. Für meine Gemeinde arbeiten rund achtzig Mitarbeitende, die uns bzw. meine Finanzabteilung in besagtem Bereich jeweils beschäftigen. Dort habe ich nachgefragt und erfahren, dass zum Teil tatsächlich viele, wenn nicht sogar zu viele Parteien am Auszahlungsprozess beteiligt sind. Deshalb könnte eine gewisse Verbesserung erzielt werden. Eine Beschleunigung wäre insbesondere bei der Ausgleichskasse des Kantons Bern möglich. Sehr oft muss man nämlich auf deren Entscheide warten. Wenn dies in schwierigen Fällen bis zu einem halben Jahr dauert, beklagt sich die betreffende Mitarbeiterin oder der betreffende Mitarbeiter beim Arbeitgeber. Dennoch ist mir klar, dass die Gemeinden – speziell seitens der Einwohnerkontrollen – nicht noch zusätzliche Aufgaben übernehmen möchten. Die Stärke besteht gerade darin, dass sich der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer besser kennen und die Anliegen der Arbeitnehmenden beim Arbeitgeber deponiert werden können, sodass sich dieser entsprechend einsetzen kann. Wir haben gesehen, dass sich der Verband der Arbeitgeber Region Bern (VAB) gegen diese Motion stellt. Wenn man sieht, dass sogar der VAB diese Motion nicht unterstützt, so besteht auch aus unserer Sicht kein grosser Handlungsbedarf, selbst wenn die Abwicklung von Einzelfällen verbessert oder beschleunigt werden könnte. Der Antwort der Regierung ist zu entnehmen, dass durch den Systemwechsel ein Mehraufwand zu erwarten ist. Ein Systemwechsel wäre wiederum in der ganzen Bilanz zu betrachten. Im Moment haben wir ein paar andere, wichtigere Aufgaben. Angesichts der Zeitverhältnisse sollten wir das Schwergewicht auf etwas anderes setzen. Die FDP-Fraktion hatte das Thema «Bürokratieabbau» immer schon für sich

besetzt. Insofern könnten wir der Motion sofort zustimmen. Bei genauerer Betrachtung stellt sich aber heraus, dass nur marginale Verbesserungen zu erwarten wären und vor allem der Weg dorthin sehr lang ist. Das Thema ist nun deponiert. Auf Bundesebene wird sicher zur Kenntnis genommen, dass wir es hier besprochen haben. Wir sehen den Weg über eine Motion, die inzwischen in ein Postulat umgewandelt ist, nicht. Was das Postulat anbelangt, kann ich mich meinen Vorrednern anschliessen: Prüfen, ob man etwas prüfen soll, macht keinen Sinn. Wir lehnen ebenfalls das Postulat ab.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion schliesst sich den beiden Vorvotanten an. Wir lehnen sowohl die Motion als auch das Postulat ab.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Hört man dem Kollegen Wenger zu, scheint das ganze Anliegen etwas kompliziert zu sein. Dies entspricht dem Alltag eines KMU: viel Bürokratie, immer mehr Auflagen, alles wird komplizierter, sodass man immer mehr Mühe hat, sich auf das Kerngeschäft zu konzentrieren. Der Kollege Wenger möchte einen Prozess, in welchen vier Parteien integriert sind, auf drei reduzieren. Dies soll zu einem Bürokratieabbau und somit zu einer Vereinfachung für den einzelnen Unternehmer führen. Dies halten die involvierten Arbeitgeberverbände wohl nicht für sehr bestechend. Wir Grünen stehen dem bürokratischen Abbau und der Entlastung von KMUs positiv gegenüber. Wir sind der Meinung, dass das Anliegen zumindest geprüft und jeder Versuch unternommen werden sollte, um die bürokratischen Belastungen von KMUs abzubauen. Deshalb wird es seitens der Grünen Stimmen für dieses Postulat geben.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Während ich dieser Debatte zugehört habe, habe ich mich doch etwas im falschen Film gefühlt. Die Bürgerlichen wollen sich gegen eine Massnahme wehren, die eine Vereinfachung bringen würde. Der Kanton Bern ist nicht sehr gut mit Finanzen gesegnet. Wenn wir wirklich Unternehmen fördern wollen, können wir keine grossen Steuersenkungen mehr vornehmen. Der Kanton Bern kann aber sehr wohl etwas zur Stärkung der KMUs beitragen. Zum einen sei das Stichwort «gute Infrastruktur» genannt, zum anderen haben wir es im Grossen Rat in der Hand, einen Bürokratieabbau vorzunehmen. Der Vorstoss würde es erlauben, einen kleinen Schritt in diese Richtung zu gehen. Mit der Zustimmung zu diesem Vorstoss verbauen wir uns nichts. Wir würden dem Regierungsrat den Auftrag erteilen, bei der Eidgenossenschaft vorstellig zu werden, um eine Vereinfachung des für die KMUs belastenden Verfahrens zu erwirken. Zugegeben, es geht nicht um etwas Grosses, sondern um einen kleinen Bereich. Wir kommen aber nur weiter, wenn wir in kleinen Schritten Verbesserungen anstreben. Hier hätten wir eine Chance, um seitens des Grossen Rats ein positives Zeichen für den Wirtschaftsstandort Bern sowie für die Stärkung der KMUs zu setzen. Ich bitte Sie deshalb, den Vorstoss auch in Form des Postulats zu unterstützen.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Vielen Dank für die Diskussion. Es war interessant zu hören, was Sie in Bezug auf meinen Vorschlag empfinden. Ebenfalls interessant ist, dass nicht alle Redner den Motionstext gelesen haben. Aus diesem Grund lese ich Ihnen gerne daraus vor: «Der Regierungsrat wird beauftragt, sich auf eidgenössischer Ebene für eine Kinderzulage in Form einer Direktzahlung oder Verrechnung anhand der Daten der Einwohnerkontrolle einzusetzen.» Die Absicht bestand folglich nie darin, die Kinderzulagen von der Einwohnerkontrolle ausrichten zu lassen. Ebenso wenig ist ein Mehraufwand meine Absicht. Denn die von der Ausgleichskasse ausbezahlten Kinderzulagen würden genau gleich ausbezahlt, allerdings nicht mehr über den Arbeitgeber, sondern direkt an die Eltern. Darin liegt die Nuance. Ich gehe davon aus, dass die Abstimmung entgegen meiner Vorstellungen wahrscheinlich nicht so erfolgreich ausfallen wird. Trotzdem ist es sinnvoll, einmal über das Thema gesprochen zu haben. Dieses verursacht im Arbeitgeberbereich sicher den grössten administrativen Aufwand. Wenn man seitens des Schweizerischen Gewerbeverbands (sgv) hört, dass der Einheitssatz bei der Mehrwertsteuer der Wirtschaft eine administrative Entlastung im Betrag von 1 Mrd. Franken bringt, so ist hier von einem grösseren Betrag die Rede. Die Mehrwertsteuerabrechnung verursacht für meinen Betrieb mit insgesamt 130 Mitarbeitenden weniger Arbeit als die Abrechnung und die Administration für die Familienausgleichskasse. Mein Betrieb wird nicht gross unter einem Nein leiden. Es wäre aber schön, in diesen administrativen Belangen vorwärtzumachen. Schliesslich geht es nicht um Hundertausende von Franken. Bei der nächsten Vorlage wird es sogar um fünf- bis sechststellige Frankenbeträge gehen. Was meinen Betrieb anbelangt, so könnte dies pro Jahr etwa einen

Monatslohn ausmachen. Seien Sie so gut, nehmen Sie das Herz in beide Hände und stimmen Sie Ja.

La présidente. M. le directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, c'est à vous.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Zuerst wünsche ich Ihnen alles Gute für die neue Legislaturperiode. Ich freue mich auf die Zusammenarbeit und wünsche Ihnen allen alles Gute und viel Energie.

Damit komme ich zum Geschäft: Was will der Motionär? Er will die Reduktion der administrativen Aufwände für die KMU, wenn sie Familienzulagen abwickeln müssen. Ein Abbau der Bürokratie wird verlangt. Vermieden werden sollen Doppelspurigkeiten, aber insbesondere auch, dass der Arbeitnehmer dem Arbeitgeber sensible Daten zur Verfügung stellen muss. «Bürokratieabbau» klingt an und für sich gut. Was der Motionär fordert, ist aber kein Abbau, sondern eine Verschiebung der Bürokratie. Wenn von kleinen Schritten gesprochen wird, so sind es eben kleine Schritte in die falsche Richtung. Zuerst hat diese Motion eigentlich zum Einreichen einer Standesinitiative aufgefordert, aber die Sache wird auch durch die Umwandlung in ein Postulat nicht besser, im Gegenteil: Dem Bundesrecht und dem kantonalen Recht liegt die Philosophie zugrunde, wonach der Arbeitgeber im Bereich Familienzulagen eine zentrale Rolle einnimmt. Die Auszahlung der Zulagen ist lediglich ein kleiner Teil des gesamten, bestehenden Regelsystems. Dieses weist eine entsprechende Nähe zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden auf. Die Stärke des heutigen Familienzulagensystems besteht darin, dass die Arbeitnehmer mit einem minimalen Arbeitsaufwand und kleinen administrativen Hürden in die richtigen Familienzulagenordnungen eingeteilt werden. Weshalb sagt die Regierung Nein zu diesem Vorstoss? Erstens hat sich das heutige System mit der Ausrichtung der Beträge durch die Arbeitgeber bewährt. Zweitens sind die Prozessformulare definiert und standardisiert. Drittens können für die Auszahlung bestehende Finanzkanäle genutzt werden, zumal die Kontenverbindungen dem Arbeitgeber bekannt sind. Weiter verfügen die Arbeitgeber bereits heute ab Eingang der Bewerbungen über sensible Daten der Arbeitnehmenden. Sie sind es gewohnt, diese vertraulich zu behandeln. Sind wir ehrlich: Wer Arbeitgeber ist, hat auch ein Interesse daran zu wissen, was im Umfeld der Arbeitnehmerin oder des Arbeitnehmers läuft. Persönlich interessiere ich mich nicht nur für die 42 Stunden pro Woche, während denen meine Mitarbeitenden für mich arbeiten. Bei Arbeitgeberwechseln wechselt häufig auch die Zuständigkeit der Familienausgleichskasse. Davon gibt es im Kanton Bern derzeit 51, was ein weiterer Grund für die Ablehnung ist. Die Arbeitgeber haben in vielen Fragen einen näheren Zugang zu den relevanten Informationen. Eine Zentralisierung der Abwicklung der Familienzulagen würde den Verwaltungsapparat unnötig aufblähen. Rund 90 000 Datensätze müssten mit den verschiedenen Höhen und allem Drum und Dran verwaltet werden. Wenn AHV und Familienzulagenbeiträge bei der gleichen Ausgleichskasse geführt werden können, liegt der Aufwand zwar beim Arbeitgeber. Sollte diese Aufgabe dem Kanton oder einer anderen Stelle übertragen werden, würde der Aufwand umfassender. Ob in der Form einer Motion, einer Standesinitiative oder eines Postulats – der Regierungsrat beantragt Ihnen die Ablehnung. Ich appelliere an diejenigen, die mit dem Herzen sprechen, nochmals in ihre Herzen hineinzuhören, aber vor allem auf ihren Kopf zu hören und Nein zu stimmen. Vielen Dank.

La présidente. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent cette motion, votent oui. Ceux qui la refusent, votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet du postulat

Oui 23

Non 108

Abstentions 2

La présidente. Vous avez refusé cette motion. Nous prenons congé de M. le directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.

La séance n'est pas close. J'ai encore des informations à vous donner; alors prenez vos oreillettes. Deux personnes dans cette salle fêtent leur anniversaire aujourd'hui: M. Werner Moser, tout de bon à toi (*applaudissements*); et Mme Nicola von Greyerz – il ne faut pas vous asseoir encore plus profondément (*hilarité*). A vous aussi, tout de bon pour votre anniversaire (*applaudissements*).

Nous avons eu ce matin la séance du Bureau. J'aimerais vous informer rapidement sur l'urgence des interventions. Malheureusement, je n'ai que le texte en allemand:

Motion SP-JUSO-PSA – Verzögerung bei der Einführung von HRM2 – Verantwortung und Folgen müssen offengelegt werden! : Ja

Motion Sancar (Bern, Grüne) – Bisherige Einbürgerungsgesuche nach altem Einbürgerungsgesetz beurteilen: Ja

Motion Hofmann (Bern, SP) – BKW durchkreuzt Regierungspolitik: Nein

Motion Müller (Orvin, SVP) – Verstärkung der Sanktionsmöglichkeiten bei nicht kooperativen Sozialhilfebezügern: Nein

Motion Müller (Orvin, SVP) – SKOS-Mitgliederbeitrag soll künftig nicht mehr durch den Kanton, sondern durch die Gemeinden bezahlt werden: Nein

Motion Schöni-Affolter (Bremgarten, glp) – Griffige Kriterien für den Zusammenschluss von Kleinstkirchgemeinden: Nein

Postulat Hügli (Biel/Bienne, SP) – Zusätzliche Einnahmen für den Kanton Bern: Nein

Motion Gasser (Bévilard, PSA) – Klassengrössenerhöhungsmoratorium: Ja

Motion FiKo-11 – UPI-Empfehlungen der externen Überprüfung konsequent umsetzen: Oui, on l'avait déjà décidé en début de semaine, et je vous précise ici que nous discuterons de cette intervention à la fin de toutes les affaires de la Direction des finances. On rajoutera cette intervention à ce moment-là.

Motion Mülheim (Bern, glp) – Vorwärts mit der Vorsorgeplanung 2015–2019: Ja

Motion Klopfenstein (Biel/Bienne, FDP) – Ausländische Fahrende: Ja

Motion Leuenberger (Trubschachen, BDP) – Keine Steuermillionen für Gurlitt-Sammlung: Ja

Motion Moser (Landiswil, SVP) – Marschhalt bei der neuen LANAT-Strategie: Ja

Interpellation Imboden (Bern, Grüne) – Welche Massnahmen ergreift der Kanton Bern für die rasche Schaffung der notwendigen Stand- und Durchgangsplätze für Fahrende?: Ja

Motion Knutti (Weissenburg, SVP) – Unterstützung der Skiweltcuprennen Adelboden und Wengen: Ja

Les membres suppléants de la Commission de formation sont également priés de se rendre dans la salle des pas perdus. Mme Herren propose que nous discussions ensemble les deux affaires n° 82 «Loi sur les écoles moyennes (Modification)», et n° 83 Rapport «Enseignement gymnasial de 9^e année dans le canton de Berne: solutions envisagées». Est-ce que cette demande est contestée? – Ce n'est pas le cas, cela sera traité en une fois. Mardi après-midi, puisque nous avons congé lundi et que les groupes se réunissent mardi matin, nous commencerons par la Direction des finances, par la Loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien. Je pense que vous avez toutes les informations.

Je remercie d'avance ceux et celles qui me font le plaisir de venir à Epsach ou qui peuvent venir à Epsach. Les membres et les suppléants de la Commission de sécurité peuvent aussi se rendre à la salle des pas perdus. Nous nous retrouvons à 15 heures en bas, où le car nous attend. N'oubliez pas de prendre tout votre matériel avec. La séance est close.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 14 heures 10.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Eva Schmid (d)